



L'agriculture et l'économie rurale sont au cœur de la structure économique et sociale du Mali. 80 pour cent du revenu principal de la population proviennent de l'agriculture et le secteur contribue au PIB du Mali à hauteur de 37 pour cent (FAO, 2008). Le gouvernement investit plus de 11 pour cent de son budget dans l'agriculture par le biais de nombreux programmes, projets et initiatives.

Cependant, en dépit de cadres politiques comme la récente Politique de développement agricole (2011-2020), la plupart des initiatives demeurent très peu coordonnées. L'appui aux projets consiste principalement en des systèmes d'irrigation pour accroître la production de riz, de coton et, de plus en plus, la production horticole. Le secteur de l'élevage ne reçoit qu'un appui limité – principalement pour les services de santé animale et l'amélioration des infrastructures. Il convient de noter que les donateurs ont contribué à 73,5 pour cent du budget agricole entre 2005 et 2010.

Les politiques en place et les dépenses publiques sont-elles alignées ?

L'environnement politique au Mali n'offre pas d'incitations appropriées aux producteurs et aux commerçants. Ils sont pénalisés par des inefficacités structurelles telles que des infrastructures sous-développées, en particulier les routes et les marchés, les taxes illicites et le manque d'information sur les marchés. Tout ceci conduit à une baisse des prix le long de la chaîne de valeur pour tous les produits de base à l'exception du coton. En effet, les producteurs de coton perçoivent des prix relativement élevés grâce à un soutien renforcé des politiques.

L'analyse SPAAA suggère que les mesures suivantes seraient bénéfiques pour les producteurs et pour les commerçants:

- ▶ accroître les dépenses publiques en faveur des infrastructures rurales, en particulier les routes, en se focalisant moins sur les mesures de soutien à court terme comme les subventions aux intrants et les fixations de prix plancher;
- ▶ favoriser les opportunités commerciales et de mise sur le marché d'une plus grande gamme de produits, notamment le bétail et le maïs;
- ▶ fournir de meilleures informations sur les marchés, en particulier aux producteurs;
- ▶ moins concentrer le soutien sur le coton et le riz et davantage sur diverses gammes de produits dont les cultures assurant la sécurité alimentaire ainsi que l'horticulture et le bétail; et
- ▶ analyser soigneusement l'impact des politiques orientées vers les consommateurs, en particulier celles concernant le riz, car elles semblent réduire les prix aux producteurs et, par conséquent, les incitations à la production à moyen et long terme.

Les dépenses publiques en soutien à l'agriculture et au développement rural

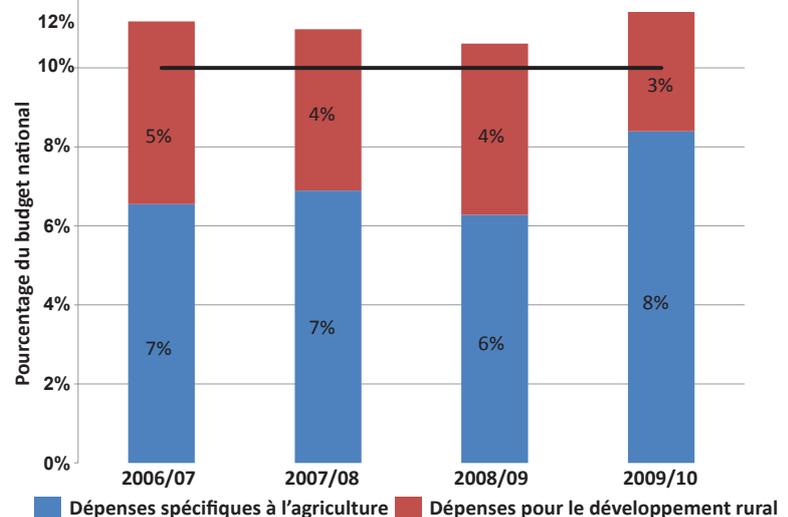
L'essentiel des dépenses publiques en soutien à l'alimentation et l'agriculture vise l'agriculture plutôt que le développement rural. Bien que les dépenses publiques en faveur de l'agriculture soit en augmentation, elle sont légèrement en dessous de l'objectif des dix pour cent de Maputo.

Le budget total approuvé pour le secteur agricole a augmenté de 62 pour cent entre 2005 et 2010. L'analyse SPAAA, qui n'inclut pas tous les coûts administratifs, indique que le Mali atteint à peine l'objectif de Maputo qui est d'attribuer dix pour cent du budget total au secteur agricole.

Le soutien spécifiquement dédié à l'agriculture se compose de 67 pour cent du budget total du développement agricole et rural, tandis que 33 pour cent étaient dépensés pour le développement rural. Ce soutien spécifique a été plus élevé du fait de l'important montant du soutien aux produits de base, en particulier le riz et le coton.

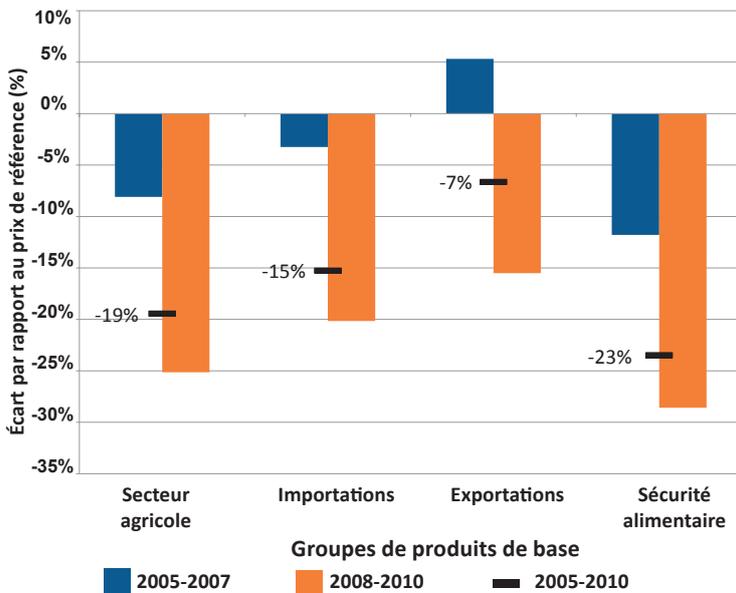
Les dépenses spécifiques ont principalement été des subventions aux intrants, en particulier aux systèmes d'irrigation. Les semences et engrais ont représenté seulement 7 pour cent de ces subventions aux intrants. Les dépenses publiques pour les infrastructures agricoles hors exploitation sont également élevées. Au cours de la période analysée par le SPAAA (2006-2010), elle s'est principalement concentrée sur l'amélioration des routes de desserte et les systèmes d'irrigation hors exploitation. Avec ses trois pour cent, le soutien à la recherche a été remarquablement faible.

Graphique 1. Dépenses publiques en faveur de l'agriculture et du développement rural au Mali (2006-2010)



Note : Les données pour 2010 sont absentes dans l'analyse SPAAA. On estime que la part totale du budget de l'Etat consacrée à l'agriculture est plus élevée de deux à trois pour cent car certains coûts administratifs n'ont pas été inclus dans l'analyse SPAAA.

Graphique 2. Écart moyen entre les prix aux producteurs et les prix mondiaux par groupes de produits de base (2005 – 2010)



Note. Les barres mesurent l'écart en pourcentage entre les prix aux producteurs et les prix que les producteurs recevraient sur les marchés mondiaux (prix de référence). Les produits d'importation comprennent le riz, le sucre, le blé et le lait de vache; les produits d'exportation comprennent le coton, le café, les noix de cajou et les légumineuses; les produits de base importants pour la sécurité alimentaire comprennent le maïs, le sucre, le blé, le riz et les haricots.

Incitations par les prix

Les politiques en place n'offrent pas d'incitations appropriées pour les producteurs, les commerçants et les transformateurs de produits de base, sauf pour le coton. Cela est particulièrement vrai pour les producteurs de produits assurant la sécurité alimentaire.

De 2005 à 2007, les producteurs de tous les produits de base, à l'exception du coton, ont reçu des pénalisations. De 2008 à 2010, les pénalisations ont empiré pour tous les groupes de produits car les producteurs n'ont pas bénéficié de la flambée générale des prix alimentaires. Cela a été dû principalement à l'état des routes et des infrastructures de commercialisation, ainsi qu'au pouvoir excessif des commerçants sur les marchés. Voici quelques-uns des points saillants de l'analyse SPAAA des produits de base sélectionnés:

- ▶ Les prix pour les producteurs de riz sont demeurés bas en dépit des niveaux élevés de subventions aux intrants. Cela est dû principalement à la suspension des droits de douane sur le riz importé et aux politiques mises en place pour maintenir des prix bas pour les consommateurs.
- ▶ Les producteurs de cultures de base tireraient profit d'une réduction des contraintes commerciales (paperasse) et d'un soutien politique accru en faveur de la production et de la commercialisation.
- ▶ Il y a un manque de soutien politique pour l'organisation de la chaîne de valeur du bétail et l'amélioration de la mise sur le marché.
- ▶ En dépit de la volatilité internationale des prix, les prix intérieurs du coton sont demeurés constamment élevés à cause du mécanisme de fixation des prix et des subventions aux intrants offertes par le biais des compagnies paraétatiques d'égrenage de coton.

Partenaires du SPAAA

Partenaire technique

L'Institut d'économie rurale (IER) est le partenaire technique du SPAAA au Mali. Il est le principal institut de recherche du pays pour les politiques agricoles et est lié au Ministère de l'agriculture.

Partenaire dialogue politique

La Cellule de planification et statistiques du Secteur du développement rural (CPS-SDR) est le partenaire du SPAAA pour la diffusion des résultats au sein du Ministère de l'agriculture. Elle est également en charge de la planification et du suivi des politiques agricoles au Mali.

Produits SPAAA

Neuf notes techniques sur les incitations et pénalisations du marché au Mali pour le millet, le sorgho, le maïs, le coton, le riz, le bétail, l'arachide, le niébé et le lait.

Une analyse des dépenses publiques en soutien à l'agriculture et au développement rural au Mali.

Un rapport pays comprenant une analyse des dépenses publiques et des incitations par les prix ainsi que de la cohérence des politiques et d'une question d'intérêt nationale.

Une base de données comprenant tous les indicateurs générés par l'analyse.

Un renforcement de capacité dans l'analyse des incitations et pénalisations ainsi que des dépenses publiques

Tous les rapports et publications sont disponibles à l'adresse suivante: www.fao.org/mafap

Notre vision pour l'avenir

Les indicateurs SPAAA devraient devenir partie intégrante du système de suivi et d'évaluation de l'IER et ainsi pourront appuyer les recommandations politiques faites au Ministère de l'agriculture. Le SPAAA pourra contribuer aux initiatives telles que le PDDAA et jouer un rôle important dans les futures décisions politiques au Mali.

Le SPAAA, qui est déjà mis en œuvre au Mali, au Ghana et au Burkina Faso, devrait maintenant s'étendre à d'autres pays de la région avec l'aide de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Il permettra alors d'appuyer les décideurs politiques dans leurs décisions au niveau régional.

CONTACTS

Site web: www.fao.org/mafap/accueil-du-spaaa/fr/

Email: mafap@fao.org

Adresse postale:

FAO Headquarters

Viale delle Terme di Caracalla

00153 Rome, Italy